

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

4ème Division - 1<sup>er</sup> Bureau

Loi du 19 Décembre 1917

ETABLISSEMENTS DANGEREUX  
INSALUBRES OU INCOMMDES

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE  
Commandeur de la Légion d'Honneur

N°3785

2<sup>e</sup> classe

VO

La loi du 19 décembre 1917 modifiée par les lois du 20 Avril 1932 -  
21 Novembre 1942 et 31 Mars 1955

Le décret du 17 décembre 1918 sur la réglementation des Etablisse-  
ments dangereux, insalubres ou incommodes

Le décret du 24 décembre 1919 modifié par le décret du 20 Mai 1953  
portant réglementation publique pour l'application des articles 5 et 7 de la  
loi du 19 décembre 1917

L'instruction Ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des  
eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres  
ou incommodes.

L'arrêté préfectoral du 28 janvier 1954 déterminant, en application  
de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1917, les prescriptions générales à  
imposer aux industries rangées dans la 3ème classe.

La demande formulée par M. le Directeur Général de la  
Société Anonyme des Anciens Etablissements BOULLAND, 34 rue du  
Ruisseau à PARIS 18e à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter  
une usine de fabrication de limes à BOURRON-MARLOTTE,  
au lieu-dit "les Bois de la Justice".

Les plans fournis à l'appui de cette requête

Les rapports de MM. l'Inspecteur du Travail et le  
Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre,  
Inspecteurs des Etablissements Classés, en date des 17 Décembre  
1959 et 2 Février 1960.

Le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo dressé  
conformément à la loi du 19 Décembre 1917

Les avis favorables émis par :

M. le Maire de BOURRON-MARLOTTE  
le Conseil d'Hygiène dans sa séance du 3 Février 1960

.../...

A R R E T E :

=====

TITRE 1er

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

**ARTICLE 1er.-** La Société Anonyme des Anciens Etablissements BOULLAND 34 rue du Ruisseau à PARIS 18e est autorisée à exploiter à BOURRON-MARLOTTE, au lieudit " Les Bois de Justice " une usine de fabrication de limes\* sous réserve de l'observation des prescriptions suivantes :

L'atelier de forgeage devra être aménagé de manière à éviter toute propagation de bruit.

En ce qui concerne les activités suivantes :

- Décapage au sable des métaux n° 278 de la nomenclature
- Trempe et recuit " " n° 385 "
- Décapage par acide " " n° 287 "

les anciens Etablissements BOULLAND devront se conformer en outre, aux prescriptions générales prévues pour ces établissements, qui font l'objet de l'arrêté préfectoral du 28 Janvier 1954 pris en conformité des articles 17 et 18 de la loi du 19 décembre 1917.

(ensemble de textes ci-annexés au présent arrêté).

## TITRE II

### HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

**ARTICLE 1er.** - DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 2.** - Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 16 de la loi du 19 Décembre 1917).

**ARTICLE 3.** - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité (art. 11 de la loi).

**ARTICLE 4.** - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 28 de la loi).

**ARTICLE 5.** - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi).

**ARTICLE 6.** - Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par M. le **Maire de BOURRON-MARLOTTE** Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie et inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à  
M **le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre.**

Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le **15 FEV. 1960**

Pour ampliation  
Pour le Préfet et par délégation :  
Le Directeur des Travaux  
et des Travaux *[Signature]*



Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation :  
Le Secrétaire Général,

Signé G. SÉRON